



24 AOUT 2023

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023

Le souci de performance et de transparence conduit la Direction Générale du Budget à publier trimestriellement un rapport qui met à la disposition des Responsables Politico-Administratifs et des Partenaires Techniques et Financiers en particulier, et le Public en général les informations sur la gestion des finances publiques et sur l'exécution du budget en cours.

Le rapport d'exécution du premier semestre 2023 décrit le contexte dans lequel la Loi de Finances a été élaborée, analyse l'exécution budgétaire tant en recettes qu'en dépenses et donne une idée sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2023

La préparation du projet du budget 2023 s'est inscrite dans une démarche participative à travers l'implication effective de tous les acteurs à un haut niveau de représentativité des Responsables des Institutions de la République ou leurs représentants et des Chefs des Départements Ministériels dans l'identification et l'expression de leurs besoins prioritaires respectifs, en lien avec les priorités du Gouvernement.

Ce projet de loi de finances pour l'exercice 2023 soumis à l'examen du Gouvernement est élaboré dans un contexte marqué par :

a) Au plan national,

- ✓ Les perturbations mondiales à impact majeur sur l'économie nationale, causant une augmentation des prix de l'énergie, ce qui a occasionné des difficultés d'approvisionnement en carburant et la flambée des prix de denrées alimentaires ;
- ✓ La mise en œuvre de certaines recommandations du séminaire gouvernemental en vue de mobiliser davantage les ressources domestiques ;
- ✓ la fin du programme de référence suivi par les services du Fonds Monétaire International (FMI) couvrant la période allant de décembre 2021 à fin juin 2022 qui a été prolongé jusqu'à fin septembre 2022 ;
- ✓ les négociations en cours en vue de renouer avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI.

b) A l'international, le déclenchement d'une crise humanitaire coûteuse à cause de la guerre en Ukraine.

i) L'environnement économique international en 2022 et les perspectives en 2023

L'économie mondiale, qui ne s'est pas encore remise de la pandémie de la COVID-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, fait face à des perspectives de plus en plus sombres et incertaines. Une inflation plus forte que prévue, en particulier aux Etats-

Unis et dans les pays européens les plus importants économiquement, provoque un durcissement des conditions financières mondiales.

Selon l'édition des *Perspectives Economiques Mondiales* (PEM) du FMI du mois de juillet 2022, la croissance mondiale devrait fortement ralentir, passant de 6,1% en 2021 à 3,2% en 2022 et 2,9% en 2023. Ce ralentissement s'explique par un enlisement de la croissance dans les trois principales économies du monde, à savoir : les Etats-Unis, la Chine et la zone euro qui, a des conséquences importantes sur les perspectives mondiales.

Aux Etats-Unis, une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire ramèneront la croissance à 2,3 % en 2022, et 1% en 2023.

En Chine, des re-confinements et l'aggravation de la crise de l'immobilier ont ramené la croissance à 3,3% cette année contre 4,3% initialement ; ce qui est le taux le plus faible depuis plus de quarante ans.

Dans la zone euro, la croissance est révisée à la baisse, à 2,6% en 2022 et 1,2% en 2023, du fait des retombées de la guerre en Ukraine et du durcissement de la politique monétaire.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait ralentir à 3,7% en 2022 après une hausse de 4,5% en 2021. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est le principal facteur à l'origine de ce ralentissement, dont les effets se traduisent par des augmentations de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse des prix. La croissance devrait se modérer pour ressortir à 3,8% en 2023. La hausse des prix du pétrole devrait toutefois améliorer les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région.

Dans la zone CEMAC, selon la note sur l'évolution de l'indice composite des activités économiques (ICAE) de la CEMAC au quatrième trimestre 2021 et les perspectives à court et moyen termes de mars 2022, dans un contexte marqué par la bonne tenue des cours du baril de pétrole et un regain dans certains secteurs sinistrés par la pandémie de COVID-19, les données à haute fréquence recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière un relatif affermissement de la reprise des économies de la CEMAC au quatrième trimestre 2021, en dépit des incertitudes persistantes liées à la COVID-19 et les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie. Le taux de croissance de l'activité devrait se hisser autour de 3,2% à fin 2022, et 2,5% à fin 2023.

ii) Le contexte économique national en 2022 et les perspectives en 2023

En République Centrafricaine, la reprise de l'activité économique se poursuit timidement. Elle reflète l'amélioration de la situation sécuritaire et les efforts soutenus pour la sécurisation du corridor commercial Douala-Bangui qui, ont favorisé la reprise des activités économiques dans plusieurs secteurs au second

semestre 2021. Les pressions inflationnistes ont commencé à s'atténuer à partir de juillet 2021 grâce à un approvisionnement en produits plus stable à la suite de la réouverture du corridor. L'inflation a ensuite diminué vers 3,6% à partir de juillet pour atteindre 4,3% à fin 2021.

Une reprise économique équilibrée devrait se poursuivre en 2022 grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Les perspectives sont prometteuses. Elles sont liées au déploiement de l'administration publique sur toute l'étendue du territoire et la mise en œuvre effective des politiques sectorielles. La diversification de l'économie en mettant l'accent sur les domaines agricole et énergétique peut constituer un levier pour l'économie à moyen terme. La croissance du PIB devrait être de 1,5% en 2022 et de 3,5% en 2023. Le rebond de la croissance proviendrait de l'extension des gains de sécurité aux provinces, stimulant ainsi les cultures vivrières et la production forestière et minière. L'inflation se maintiendrait à 2,4% en 2023, pourcentage situé dans les limites de la norme communautaire de 3%. Les efforts de réforme des finances publiques devraient permettre de réduire le déficit budgétaire autour de 3% du PIB en 2023. Le déficit du compte courant devrait se situer à 11% du PIB en 2022 et 8,4% en 2023. Les principaux risques de ce scénario sont : (i) l'incertitude prolongée sur le décaissement des appuis budgétaires, (ii) la non reprise du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit, (iii) la dégradation de l'environnement international viendra exacerber les risques macroéconomiques déjà importants, et (iv) les risques domestiques incluant principalement les aspects sanitaire et sécuritaire.

iii) Les choix stratégiques du budget de l'Etat pour l'exercice 2023

La définition des choix stratégiques en matière de ressources et des dépenses s'inscrit dans la dynamique d'une plus grande efficacité de la politique budgétaire. Ces choix stratégiques visent l'optimisation des ressources pour une meilleure couverture des charges du budget de l'Etat sans toutefois exclure l'option de recourir aux autres formes de financements tant intérieurs qu'extérieurs sous forme d'appuis budgétaires ou emprunts.

Ainsi, face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité consiste à poursuivre le processus de renforcement des finances publiques. Ceci, par l'amélioration des capacités de recouvrement des ressources intérieures tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques, notamment celles relatives à la masse salariale et autres dépenses primaires courantes. De même, il est apparu impératif de poursuivre les discussions avec les partenaires au développement afin de bénéficier de leurs appuis financiers.

Ces choix stratégiques se traduisent par :

En matière des ressources, les crises sécuritaire et sanitaire, et l'impact de la conjoncture économique internationale ne cessent d'affecter nos finances publiques.

C'est pourquoi, le niveau de pression fiscale ne tourne qu'autour de 8% depuis ces dernières années, ce qui est toujours en deçà de la moyenne communautaire de 17%. A cet effet, le Gouvernement doit poursuivre ses efforts en vue d'accroître les ressources domestiques. Grâce au Projet Fibre-optique, un programme de Digitalisation est en cours pour permettre la dématérialisation de l'ensemble des procédures fiscalo-douanières. Ceci se fera à travers la modernisation des procédures entamée au niveau des régies financières dont l'élargissement progressif des télé-déclarations et télépaiements aux différentes catégories des contribuables. Grâce au Projet Fibre-optique, un programme de Digitalisation est en cours pour permettre la dématérialisation de l'ensemble des procédures fiscalo-douanières.

Enfin, dans ce domaine, le nouvel applicatif de gestion budgétaire SIM_BA qui a été déployé dans le cadre du Budget 2022 sera consolidé en 2023 et dans les années à venir.

Dans cette dynamique, il a été proposé dans le projet du budget 2023, des mesures nouvelles en vue de rehausser le niveau des ressources domestiques.

Il s'agit notamment des mesures relatives : i) aux exonérations, ii) au régime douanier de l'entrepôt privé, iii) à la taxe d'intervention et de contrôle technique des communications électroniques, et enfin, iv) des mesures visant à transférer l'ensemble des recettes proposées à la perception (menues recettes) au budget de l'Etat afin d'assurer une bonne couverture des dépenses publiques conformément à certaines recommandations du séminaire gouvernemental.

En matière des dépenses, la nécessité de rationaliser les dépenses de l'Etat de façon à promouvoir le bien-être de la population et garantir le fonctionnement optimal des services publics exige que les choix budgétaires soient orientés vers des dépenses de qualité, résultant d'une programmation budgétaire rigoureuse.

S'agissant de la gestion de la dette, une attention particulière sera portée sur le strict respect des engagements avec les créanciers et une maîtrise de la contractualisation des emprunts.

C'est dans le contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de budget 2023 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances 2023 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la Loi de Finances 2023 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2023
RESSOURCES TOTALES	234 277 689
Ressources propres	133 177 689
Douanes	55 582 854
Impôts	56 979 835
Trésor	20 615 000
Ressources extérieures	101 100 000
Appuis budgétaires	18 000 000
Appuis projets	83 100 000
<i>Dons projets</i>	76 100 000
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000
CHARGES	283 831 408
Dépenses primaires	191 514 818
Dépenses du Personnel	90 516 024
Dépenses de Biens et Services	39 056 174
Dépenses de Transferts et Subventions	47 827 446
Investissement sur ressources propres	14 115 174
Charges financières	9 216 590
Financements extérieurs	83 100 000
Solde budgétaire	49 553 719

Source : LF 2023

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

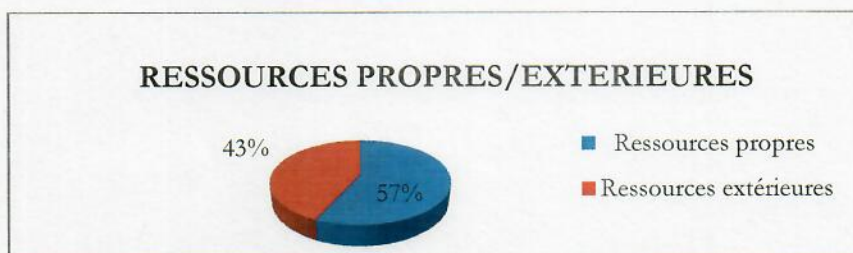
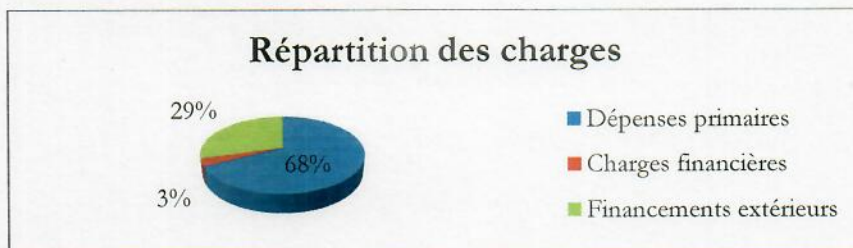


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2023

L'exécution du budget de l'Etat au 1^{er} semestre 2023 a été réalisée dans un contexte marqué par une forte hausse des prix des hydrocarbures et des produits de première nécessité en lien avec la conjoncture économique internationale, à cela s'ajoute une tension accrue de trésorerie.

C'est ainsi qu'au cours de ce semestre 2023, les ressources mobilisées s'élèvent à 148,74 milliards de francs CFA pour une prévision de 234,28 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 63,49% supérieur à la cible de 50%. Ce taux élevé s'explique par le recours important en Bon de Trésorerie. Par ailleurs, une hausse de 2,79% a été observée en comparaison à la même période de l'exercice 2022.

S'agissant des dépenses, leur exécution au 1^{er} semestre a atteint le montant de 99,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 283,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 35,14%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une baisse de 5,88% a été constatée.

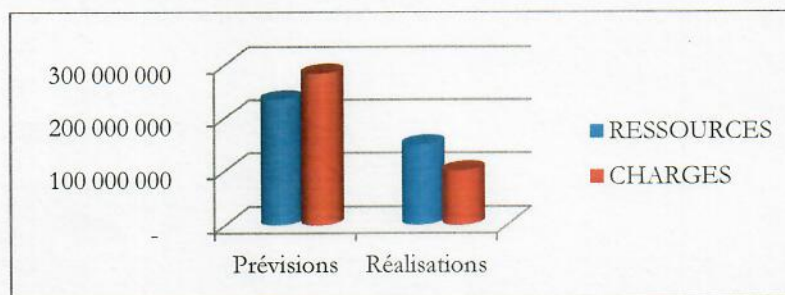
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges :

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations au 1^{er} semestre 2023 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2023	Réalisation au 2 ^e trimestre 2023	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2023	Taux de réalisation
RESSOURCES	144 714 330	234 277 689	54 270 276	94 475 638	148 745 914	63,49%
Ressources intérieures	73 815 000	133 177 689	45 531 000	62 384 000	107 915 000	81,03%
Ressources propres	66 654 000	133 177 689	32 082 000	35 304 000	67 386 000	50,60%
Douanes	29 641 000	55 582 854	11 917 000	13 617 000	25 534 000	45,94%
Impôts	28 087 000	56 979 835	13 571 000	13 540 000	27 111 000	47,58%
Trésor	8 926 000	20 615 000	6 594 000	8 147 000	14 741 000	71,51%
Emprunts	7 161 000	-	13 449 000	27 080 000	40 529 000	
<i>Bon du Trésor</i>	7 161 000	-	13 449 000	27 080 000	40 529 000	
<i>FMI et autres</i>		-				
Ressources extérieures	70 899 330	101 100 000	8 739 276	32 091 638	40 830 914	40,39%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	50 465 000	18 000 000	3 700 000	20 581 000	24 281 000	134,89%
Appuis projets	20 434 330	83 100 000	5 039 276	11 510 638	16 549 914	19,92%
<i>Dons projets</i>	20 434 330	76 100 000	5 039 276	11 510 638	16 549 914	21,75%
<i>Emprunts projets</i>		7 000 000			-	0,00%
CHARGES	105 975 409	283 831 408	49 997 743	49 742 359	99 740 102	35,14%
Dépenses primaires	85 541 079	191 514 818	44 958 467	37 501 152	82 459 619	43,06%
Personnel	41 869 419	90 516 024	22 855 122	23 465 297	46 320 419	51,17%
Biens et Services	20 788 000	39 056 174	8 548 684	6 215 135	14 763 819	37,80%
Transferts et subventions	19 335 000	47 827 446	12 514 013	6 604 941	19 118 954	39,97%
Investissement sur ressources propres	3 548 660	14 115 174	1 040 648	1 215 779	2 256 427	15,99%
Charges Financières		9 216 590		730 569	730 569	7,93%
Financements extérieurs	20 434 330	83 100 000	5 039 276	11 510 638	16 549 914	19,92%
<i>Personnel</i>	1 154 273	4 550 000	419 933	918 571	1 338 504	29,42%
<i>Biens et Services</i>	989 709				-	
<i>Investissements</i>	18 290 348	78 550 000	4 619 343	10 592 067	15 211 410	19,37%
Solde budgétaire	38 738 921	- 49 553 719	4 272 533	44 733 279	49 005 812	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPCI)

Figure 3 : Prévisions et Réalisations du budget



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts et du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Au 1^{er} semestre 2023, les ressources intérieures se chiffrent à hauteur de 107,91 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 133,18 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 81,03%. Celles-ci sont constituées des ressources propres (67,39 milliards de francs CFA) et des emprunts de 40,53 milliards de francs CFA constitués exclusivement des Bons du Trésor.

En comparaison à l'exercice budgétaire 2022 de la même période, on enregistre une bonne performance de la mobilisation des ressources intérieures qui s'explique par un engouement des Spécialistes des Valeurs du Trésor à souscrire aux différents Bons du Trésor émis sur le marché au cours du second trimestre 2023.

a) Ressources propres

A fin juin 2023, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser la somme de 67,39 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 133,18 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 50,60%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une légère hausse de 1,10% a été observée. Toutefois l'atteinte de la cible de 50% se justifie par une augmentation des recettes du Trésor due à la bonne performance des régies de recettes.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées au 1^{er} semestre 2023 :

Tableau n° 3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 30 juin 2023 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Réalisation au 2e trimestre 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Taux de réalisation
Douanes	29 641 000	55 582 854	11 917 000	13 617 000	25 534 000	45,94%
Impôts	28 087 000	56 979 835	13 571 000	13 540 000	27 111 000	47,58%
Trésor	8 926 000	20 615 000	6 594 000	8 147 000	14 741 000	71,51%
TOTAL	66 654 000	133 177 689	32 082 000	35 304 000	67 386 000	50,60%

Source : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI au 1^{er} semestre 2023 s'élèvent à hauteur de 25,53 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 55,58 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 45,94%, inférieur à la cible de 50% souhaitée. Comparativement à la même période de l'exercice 2022, une baisse de 13,86% a été observée. Cette baisse est observable exclusivement sur les recettes fiscales tandis que les droits de sortie, les amendes et pénalités ont connu une petite amélioration au cours de la période sous-revue.

Le tableau ci-après présente la performance des recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI au 1^{er} semestre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Réalisation au 2e trimestre 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Taux de réalisation
Recettes fiscales	27 879 970	43 930 054	10 418 632	12 972 323	23 390 955	53,25%
Droits de sorties	321 567	959 900	206 803	231 622	438 426	45,67%
Amendes et pénalités	90 837	332 600	70 310	34 804	105 113	31,60%
Recettes affectées	893 155	9 897 500	722 030	378 251	1 100 281	11,12%
Autres Recettes	455 473	462 800	499 225		499 225	107,87%
TOTAL	29 641 000	55 582 854	11 917 000	13 617 000	25 534 000	45,94%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin juin 2023, sur une prévision annuelle de 56,98 milliards de francs CFA, la DGID a mobilisé 27,11 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 47,58%, ce qui est en deçà de la cible de 50% attendue. En comparaison avec la même période en 2022, une baisse de 3,47% a été constatée.

Cette contreperformance des recettes de la DGID se justifie par le faible recouvrement des recettes fiscales, les produits divers et exceptionnels.

Le tableau ci-dessous met en exergue les réalisations de la DGID au 1^{er} semestre 2023 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1^{er} semestre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2023	Réalisation au 2 ^e trimestre 2023	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2023	Taux de réalisation
Recettes fiscales	24 597 922	51 464 000	12 157 283	12 098 259	24 255 542	47,13%
Recettes non fiscales	2 516 097	4 943 100	1 077 308	1 179 265	2 256 573	45,65%
Recettes sur exercices antérieurs	239 630					
Produits divers et exceptionnels	733 351	572 735	336 409	262 476	598 886	104,57%
TOTAL	28 087 000	56 979 835	13 571 000	13 540 000	27 111 000	47,58%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Sur une prévision annuelle de 20,61 milliards de francs CFA, la DGTCP a mobilisé au 1^{er} semestre 2023 la somme de 14,74 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 71,51%, supérieur à la cible de 50% attendue.

Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires et la bonne performance des produits exceptionnels, des taxes et redevances ainsi que les produits financiers.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin juin 2023 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin juin 2023 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Réalisation au 2e trimestre 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Taux réalisation
Recettes non fiscales	3 731 968	19 139 000	2 109 000	2 710 000	4 819 000	25,18%
Produits exceptionnels	5 194 032	166 000	2 607 000	4 532 000	7 139 000	4300,60%
Taxes et Redevances		800 000		905 000	905 000	113,13%
Produits financiers		510 000	1 878 000		1 878 000	368,24%
TOTAL	8 926 000	20 615 000	6 594 000	8 147 000	14 741 000	71,51%

Source : DGTCP (PLT)

b) Les emprunts

Au 1^{er} semestre 2023, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 40,53 milliards de francs CFA, constitué uniquement des Bons du Trésor.

II.1.2) Financement extérieur

Au 1^{er} semestre 2023, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 40,83 milliards de francs CFA sur une prévision de 101,10 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 40,39%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (Tirage ligne BGFI : 24,28 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (Dons projets : 16,55 milliards de francs CFA).

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 1^{er} semestre 2023 est faite à partir des données extraites l'applicatif SIM_BA et de la collecte des données auprès de la DGTCP et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 30 juin 2023, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 99,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 283,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 35,14%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période, une baisse de 5,88% a été observée.

Cette baisse peut se justifier en partie par le faible niveau d'engagement des dépenses d'investissement sur ressources propres ainsi que les dépenses des biens et services en faveur des dépenses du personnel qui, ont connu une variation de 10,63% par rapport au premier semestre 2022.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 1^{er} semestre est décrite dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 30 juin 2023
(en milliers de francs CFA).**

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2023	Réalisation au 2 ^e trimestre 2023	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2023	Taux de réalisation
CHARGES	105 975 409	283 831 408	49 997 743	49 742 359	99 740 102	35,14%
Dépenses primaires	85 541 079	191 514 818	44 958 467	37 501 152	82 459 619	43,06%
Personnel	41 869 419	90 516 024	22 855 122	23 465 297	46 320 419	51,17%
Biens et Services	20 788 000	39 056 174	8 548 684	6 215 135	14 763 819	37,80%
Transferts et subventions	19 335 000	47 827 446	12 514 013	6 604 941	19 118 954	39,97%
Investissement sur ressources propres	3 548 660	14 115 174	1 040 648	1 215 779	2 256 427	15,99%
Charges Financières		9 216 590		730 569	730 569	7,93%
Financements extérieurs	20 434 330	83 100 000	5 039 276	11 510 638	16 549 914	19,92%
<i>Personnel</i>	1 154 273	4 550 000	419 933	918 571	1 338 504	29,42%
<i>Biens et Services</i>	989 709				-	
<i>Investissements</i>	18 290 348	78 550 000	4 619 343	10 592 067	15 211 410	19,37%

Source : DGB (Sim_ba)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organes et aux investissements sur ressources propres de l'Etat. A fin juin 2023, elles s'élèvent à 82,46 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 191,51 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 43,06%. En comparaison à l'exercice antérieur de la même période, une baisse de 3,60% a été observée.

i) Dépenses du personnel

Au 1^{er} semestre 2023, sur une prévision de 90,52 milliards de francs CFA les dépenses liées au traitement du personnel s'élèvent à hauteur de 46,32 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,17% légèrement supérieur à la cible de 50%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 10,63% a été constatée.

ii) Dépenses des biens et services

Au 30 juin 2023, les dépenses des biens et services s'élèvent à 14,76 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 39,06 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,80%.

En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 28,98% a été enregistrée. Cette baisse s'explique par le manque d'enthousiasme des fournisseurs à

coopérer avec l'Etat suite aux retards accusés pour le paiement de leurs créances de l'année dernière.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin juin 2023, les dépenses de transferts et subventions s'élèvent à hauteur de 19,12 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 47,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 39,97%. Comparativement au 1^{er} semestre 2022, une baisse de 1,12% a été observée.

iv) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 1^{er} semestre 2023, les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à hauteur de 2,26 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 14,11 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 15,99%, très en deça de la cible de 50%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 36,41% a été constatée.

Le faible taux de réalisation des dépenses en capital sur ressources propres au premier semestre 2023 peut se justifier en partie par la lenteur administrative due au lancement du processus des appels d'offres, soit par la non maîtrise des plans prévisionnels de passation des marchés (PPPM) par les acteurs de la chaîne des dépenses et/ou le fractionnement trimestriel des crédits dans l'applicatif Sim_ba qui, ne permet d'engager la totalité des crédits sur les marchés.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la prise en charge de leur exécution dans le budget n'est effective qu'après avoir procédé à leur régularisation au niveau de la Direction Générale du Budget. Au 1^{er} semestre 2023, le montant régularisé des charges financières s'élève à hauteur de 0,73 milliard sur une prévision de 9,22 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 7,93%.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 83,10 milliards de francs CFA, les dépenses des financements extérieurs au 1^{er} semestre 2023 ont été exécutées à hauteur de 16,55 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 19,92%.

Il convient de préciser que ce montant est provisoire compte tenu des difficultés rencontrées lors de la collecte des données y relatives par le personnel du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires et ceux des missions à l'intérieur et à l'extérieur. Au 1^{er} semestre 2023, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 6,31 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées en procédure exceptionnelle :

Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 30 juin 2023(en milliers de francs CFA).

	Exécution OP au 1er semestre 2022	Prévision 2023	Exécution OP au 1er trimestre 2023	Exécution OP au 2e trimestre 2023	Exécution OP au 1er semestre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières		9 216 590			-	0,00%
Biens et services	1 908 983	39 056 174	3 869 462	1 872 634	5 742 096	14,70%
Intervention	203 671	47 827 446	179 594	393 279	572 873	1,20%
Investissement sur BEC		14 115 174			-	0,00%
Autres Dépenses					-	
Total	2 112 654	110 215 384	4 049 056	2 265 913	6 314 969	5,73%

Source : DGB

Il y a lieu de préciser que sur les 6,31 milliards de FCFA des dépenses exécutées par OP au 1^{er} semestre, 3,48 milliards de FCFA ont été régularisées soit plus de 55%. Le reste à régulariser au 30 juin 2023 se chiffre à 2,83 milliards de FCFA.

Les tableaux des OP régularisés et des restes à régulariser se trouvent aux annexes 5 et 6 du présent rapport.

II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au 1^{er} semestre 2023, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution divers et varié. Seules les dépenses liées à la « **Protection de l'environnement** » ont dépassé le seuil de 50% souhaité. Les dépenses relatives à la « **Protection sociale** » et aux « **Loisirs, culture et culte** » montrent un niveau d'exécution encourageant, atteignant respectivement 43,27% et 38,56% de taux d'exécution. Toutefois, les dépenses relatives aux « **Services généraux** », à la « **Défense** », à la « **Santé** », et à « **l'Enseignement** » ont dépassé chacune les 20% du taux d'exécution malgré les tensions de trésorerie observée au cours de ce semestre.

Tableau n° 9: Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 1^{er} semestre 2023 (en milliers de francs CFA) :

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévisions LF 2023	Engagé	Taux
01	Services généraux des administrations publiques	192 658 707	44 571 476	23,13%
02	Défense	20 776 802	4 362 656	21,00%
03	Ordre et sécurité publics	13 354 837	1 937 171	14,51%
04	Affaires économiques	26 889 602	1 516 355	5,64%
05	Protection de l'environnement	89 950	51 380	57,12%
06	Logements et équipements collectifs	3 148 297	177 928	5,65%
07	Santé	4 395 824	1 130 112	25,71%
08	Loisirs, culture et culte	2 076 248	800 641	38,56%
09	Enseignement	20 235 595	5 596 074	27,65%
10	Protection sociale	205 546	88 945	43,27%
Total général		283 831 498	60 232 740	21,22%

Source : Sim_ba

II.2.4) Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des Ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 94,11 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} semestre 2023 se chiffre à hauteur de 23,51 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,99%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Personnel

Au 30 juin 2023, sur une prévision annuelle de 22,06 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses liées au traitement du personnel des secteurs sociaux s'élève à hauteur de 13,04 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 59,12% qui est supérieur à la prévision à mi-parcours. Ce taux élevé est visible sur la quasi-totalité des dépenses du personnel des secteurs sociaux , ce qui nécessite un réajustement des prévisions de ce titre des dépenses lors de l'élaboration du projet de la Loi de Finances Restitutive 2023.

b) Fonctionnement

Pour une prévision globale de 12,38 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services à fin juin 2023 dans les secteurs sociaux se chiffre à 3,40 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 27,50%, très en deçà de la cible souhaitée.

c) Intervention

Au 1^{er} semestre 2023, sur une prévision annuelle de 9,70 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 2,56 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 26,41%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement au 1^{er} semestre 2023 s'élève à 4,51 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 49,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 9,02%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux au 30 juin 2023.

	Dotation 2023	Réalisations au 1^{er} Trimestre 2023	Réalisations au 2^e Trimestre 2023	Réalisations au 1^{er} semestre 2023	Taux d'exécution
Education	27 018 590	6 052 909	3 787 535	11 840 444	43,82%
Titre II: Personnel	14 986 998	4 625 453	4 827 352	9 452 805	63,07%
Titre III: Biens et Services	3 869 842	1 048 669	539 299	1 587 968	41,03%
Titre IV: Transferts	2 884 750	378 787	232 446	611 233	21,19%
Titre V: Investissements	5 277 000	-	188 438	188 438	3,57%
Sur ressources propres	1 677 000		188 438	188 438	11,24%
Sur ressources extérieures	3 600 000			-	0,00%
Santé	23 131 093	1 666 690	4 881 103	6 547 793	28,31%
Titre II: Personnel	4 838 816	1 141 067	1 203 074	2 344 141	48,44%
Titre III: Biens et Services	7 347 877	277 828	1 333 744	1 611 572	21,93%
Titre IV: Transferts	3 514 000	247 795	622 569	870 364	24,77%
Titre V: Investissements	7 430 400	-	1 721 716	1 721 716	23,17%
Sur ressources propres	430 400		26 248	26 248	6,10%
Sur ressources extérieures	7 000 000		1 695 468	1 695 468	24,22%
Action Humanitaire	2 104 088	111 401	158 816	270 217	12,84%
Titre II: Personnel	179 902	65 237	66 779	132 016	73,38%
Titre III: Biens et Services	135 336	4 455	23 150	27 605	20,40%
Titre IV: Transferts	744 750	41 709	59 291	101 000	13,56%
Titre V: Investissements	1 044 100	-	9 596	9 596	0,92%
Sur ressources propres	44 100		9 596	9 596	21,76%
Sur ressources extérieures	1 000 000			-	0,00%

<i>extérieures</i>					
Promotion du Genre	783 039	104 415	160 577	264 992	33,75%
Titre II: Personnel	351 809	98 478	101 545	200 023	56,86%
Titre III: Biens et Services	144 250	5 937	38 536	44 473	30,83%
Titre IV: Transferts	181 000		10 500	10 500	5,80%
Titre V: Investissements	108 000	-	9 996	9 996	9,26%
<i>Sur ressources propres</i>	108 000		9 996	9 996	9,26%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Développement Rural	22 079 632	2 074 142	1 147 953	3 222 095	14,59%
Titre II: Personnel	776 857	185 130	210 223	395 353	50,89%
Titre III: Biens et Services	259 186	1 422	19 374	20 796	8,02%
Titre IV: Transferts	1 936 165	405 687	450 688	856 375	44,23%
Titre V: Investissements	19 107 424	1 481 903	467 668	1 949 571	10,20%
<i>Sur ressources propres</i>	607 424		29 520	29 520	4,86%
<i>Sur ressources extérieures</i>	18 500 000	1 481 903	438 148	1 920 051	10,38%
Elevage et Santé Animale	750 754	122 205	181 227	303 432	40,42%
Titre II: Personnel	388 695	101 393	107 176	208 569	53,66%
Titre III: Biens et Services	150 180	812	15 373	16 185	10,78%
Titre IV: Transferts	135 379	20 000	28 439	48 439	35,78%
Titre V: Investissements	76 500	-	30 239	30 239	39,53%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500		30 239	30 239	39,53%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Energie	16 579 897	151 578	714 253	865 831	5,22%
Titre II: Personnel	287 285	67 679	95 188	162 867	56,69%
Titre III: Biens et Services	437 550	58 899	25 438	84 337	19,27%
Titre IV: Transferts	150 062	25 000		25 000	16,66%
Titre V: Investissements	15 705 000	-	593 627	593 627	3,78%
<i>Sur ressources propres</i>	2 855 000			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 850 000		593 627	593 627	4,62%
PME-PMI	1 662 739	111 020	89 431	200 471	12,06%
Titre II: Personnel	248 121	71 351	73 939	145 290	58,56%
Titre III: Biens et Services	37 538	2 169	9 467	11 636	31,00%
Titre IV: Transferts	150 000	37 500		37 500	25,00%
Titre V: Investissements	1 227 100	-	6 045	6 045	0,49%
<i>Sur ressources propres</i>	52 100		6 045	6 045	11,60%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 175 000			-	0,00%
Total Personnel	22 058 483	6 355 788	6 685 276	13 041 064	59,12%
Total Biens et Services	12 381 739	1 400 191	2 004 381	3 404 572	27,50%
Total Transferts	9 696 106	1 136 478	1 403 933	2 560 411	26,41%
Total	49 975 524	1 481 903	3 027 325	4 509 228	9,02%

Investissements					
<i>Sur ressources propres</i>	5 850 524	-	300 082	300 082	5,13%
<i>Sur ressources extérieures</i>	44 125 000	1 481 903	2 727 243	4 209 146	9,54%
TOTAL GENERAL	94 111 872	10 394 360	13 120 915	23 515 275	24,99%

Source : DGB, DGPE (MEPCI)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et les frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et les frais d'hospitalisation).

Au 1^{er} semestre 2023, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 3,10 milliards francs CFA sur une prévision annuelle de 3,16 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 98,07%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 749,92 millions de francs CFA sur une prévision annuelle de 750 millions de francs CFA, représentant un taux de 99,99%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente dans le tableau ci-après :

Tableau n°11 : Exécution des dépenses spécifiques au 1^{er} semestre 2023 (en milliers de francs CFA).

	Engagements au 1^{er} semestre 2022	Prévision 2023	Engagements au 1^{er} trimestre 2023	Engagements au 2^e trimestre 2023	Engagement ; au 1^{er} semestre 2023	Taux
Mission à l'étranger	1 447 390	3 161 466	2 096 373	1 003 936	3 100 309	98,07%
<i>Indemnités</i>	867 748	1 700 000	816 950	879 705	1 696 655	99,80%
<i>Frais de transport</i>	579 642	1 461 466	1 279 423	124 231	1 403 654	96,04%
Evacuation sanitaire	282 135	750 000	626 775	123 147	749 922	99,99%
<i>Frais de transport</i>	96 113	150 000	109 917	40 053	149 970	99,98%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	186 022	600 000	516 858	83 094	599 952	99,99%

Source : DGB

III. PERSPECTIVES

La persistance de la guerre en Ukraine pourrait influencer négativement l'exécution budgétaire pour le reste de l'année à travers l'augmentation des prix des produits notamment des hydrocarbures et les céréales. En outre, face à la faible capacité de mobilisation des recettes domestiques qui a tendance à perdurer laisse entrevoir la nécessité d'aller au Collectif Budgétaire afin de réviser les prévisions de recettes et des dépenses conformément au cadrage macroéconomique contenu dans le Mémoire de Politiques Economiques et Financières du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit.

Pour ce faire, le Gouvernement doit prendre des mesures rigoureuses pour mobiliser plus de recettes domestiques, mais aussi contingentier l'engagement de certaines dépenses jugées non prioritaires afin d'éviter l'accumulation des arriérés de paiement à la fin de l'exercice.



Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

ANNEXES

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 1er semestre 2023

Institution / Ministère	Charges de personnel		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 181 658	1 591 782	50,03%
ASSEMBLEE NATIONALE	275 575	117 578	42,67%
PRIMATURE	1 178 102	547 935	46,51%
COUR CONSTITUTIONNELLE	487 545	227 811	46,73%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	150 587	59 669	39,62%
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	180 099	87 391	48,52%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	222 281	68 546	30,84%
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	197 684	100 447	50,81%
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	437 876	199 289	45,51%
MINISTERE DE LA JUSTICE	3 279 642	1 602 502	48,86%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 176 870	488	0,04%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	3 269 267	1 357 743	41,53%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	32 874 797	16 756 943	50,97%
MINISTERE CHARGE DU DDRR	117 767	76 405	64,88%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	9 039 951	4 585 034	50,72%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	5 411 284	2 487 011	45,96%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	591 033	294 629	49,85%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	653 227	307 300	47,04%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	362 870	176 099	48,53%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	11 710 778	6 858 536	58,57%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 276 220	2 594 268	79,18%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	360 261	173 818	48,25%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	587 567	267 288	45,49%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 838 816	2 344 142	48,44%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	179 902	132 016	73,38%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	351 809	200 023	56,86%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	445 108	200 490	45,04%
MINISTERE DE L'URBANISME	452 082	216 445	47,88%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	405 774	237 799	58,60%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	407 154	194 926	47,88%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	287 285	162 868	56,69%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	532 906	259 111	48,62%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	554 439	326 939	58,97%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	248 121	145 290	58,56%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	776 857	395 352	50,89%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	388 695	208 570	53,66%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	811 944	365 972	45,07%
MINISTERE DU TOURISME	464 215	222 498	47,93%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	347 976	169 465	48,70%
TOTAL GENERAL	90 516 024	46 320 419	51,17%

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 1er semestre 2023

Institution / Ministère	Biens et Services		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	3 495 000	2 251 224	64,41%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 749 288	3 393 145	59,02%
ASSEMBLEE NATIONALE	184 000	15 068	8,19%
PRIMATURE	1 959 103	852 366	43,51%
COUR CONSTITUTIONNELLE	95 670	13 435	14,04%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	23 472	9 597	40,89%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	4 000	-	0,00%
HAUTE COUR DE JUSTICE	28 750	8 521	29,64%
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	10 000	-	
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	274 723	175 097	63,74%
MINISTERE DE LA JUSTICE	531 545	128 213	24,12%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	100 406	20 822	20,74%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	821 232	143 085	17,42%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	4 338 445	1 679 571	38,71%
MINISTERE CHARGE DU DRR	68 775	11 250	16,36%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	3 675 901	607 176	16,52%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 839 795	1 014 525	35,73%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	136 792	37 593	27,48%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	77 350	30 127	38,95%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	36 200	7 785	21,51%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	3 018 899	1 455 611	48,22%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	850 942	132 357	15,55%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	171 630	55 295	32,22%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	609 247	530 732	87,11%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	7 347 877	1 611 572	21,93%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	135 335	27 605	20,40%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	144 250	44 473	30,83%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	70 218	24 674	35,14%
MINISTERE DE L'URBANISME	289 324	63 810	22,05%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	52 075	21 065	40,45%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	104 525	15 334	14,67%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	437 550	84 337	19,27%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	263 270	19 087	7,25%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	34 000	6 211	18,27%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	37 537	11 636	31,00%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	259 186	20 796	8,02%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	150 180	16 185	10,78%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	32 445	11 950	36,83%
MINISTERE DU TOURISME	213 088	30 059	14,11%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	384 142	182 657	47,55%
TOTAL GENERAL	39 056 167	14 764 046	37,80%

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 1er semestre 2023

Institution / Ministère	Dépenses des Transferts		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	13 481 000	5 546 369	41,14%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	150 000	65 000	43,33%
ASSEMBLEE NATIONALE	9 695 536	4 855 088	50,08%
PRIMATURE	1 113 000	446 250	40,09%
COUR CONSTITUTIONNELLE	5 000	-	
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	498 442	249 221	50,00%
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	55 000	13 750	25,00%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	115 000	57 500	50,00%
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	220 000	110 000	50,00%
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 400 000	1 200 000	50,00%
MINISTERE CHARGE DU SGC	9 237	-	
MINISTERE DE LA JUSTICE	111 304	35 171	31,60%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 461 000	432 500	29,60%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	384 500	244 097	63,48%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	165 800	64 815	39,09%
MINISTERE CHARGE DU DRR	390 000	18 750	4,81%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	284 500	123 996	43,58%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 178 625	501 643	42,56%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	628 000	254 522	40,53%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	133 900	55 675	41,58%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	20 250	-	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	133 250	50 000	37,52%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 751 500	561 233	20,40%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	163 500	76 750	46,94%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	132 750	40 500	30,51%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	3 514 000	870 364	24,77%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	744 750	101 000	13,56%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	181 000	10 500	5,80%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	2 180 000	770 000	35,32%
MINISTERE DE L'URBANISME	203 100	47 500	23,39%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	80 750	31 422	38,91%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	205 000	97 500	47,56%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	150 062	25 000	16,66%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 045 000	517 600	49,53%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	202 000	82 925	41,05%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	150 000	37 500	25,00%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 936 165	856 375	44,23%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	135 378	48 439	35,78%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	869 000	410 000	47,18%
MINISTERE DU TOURISME	110 145	-	
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	440 000	210 000	47,73%
TOTAL GENERAL	47 827 444	19 118 954	39,97%

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements sur ressources propres au 1^{er} semestre 2023

Institution / Ministère	Dépenses d'investissements		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	545 100	376 738	69,11%
ASSEMBLEE NATIONALE	230 000		0,00%
PRIMATURE	936 000	241 660	25,82%
COUR CONSTITUTIONNELLE	11 000	4 999	45,45%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	6 800	2 499	36,75%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
HAUTE COUR DE JUSTICE			
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
MINISTERE CHARGE DU SGG	104 348	10 116	9,69%
MINISTERE DE LA JUSTICE	138 500	23 499	16,97%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	41 500	11 749	28,31%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	-		
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	460 000	302 485	65,76%
MINISTERE CHARGE DU DRR	4 500	750	16,67%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	101 999	28 810	28,25%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 319 000	344 940	26,15%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	98 650	6 293	6,38%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	32 000	2 249	7,03%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	22 000	-	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	862 000	178 438	20,70%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	815 000	10 000	1,23%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	765 000	57 495	7,52%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	17 753	1 595	8,98%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	430 400	26 248	6,10%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	44 100	9 596	21,76%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	108 000	9 996	9,26%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	2 300 000	174 956	7,61%
MINISTERE DE L'URBANISME	110 000	49 999	45,45%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	163 925	96 285	58,74%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	15 000		
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	2 855 000		
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	180 000		
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	40 500	5 248	12,96%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	52 100	6 045	11,60%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	607 424	29 520	4,86%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	76 500	30 239	39,53%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	27 200	12 497	45,94%
MINISTERE DU TOURISME	183 875	137 485	74,77%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	410 000	63 998	15,61%
TOTAL GENERAL	14 115 174	2 256 427	15,99%

Annexe 5 : Dépenses par Ordres de Paiement régularisées au 1^{er} semestre 2023

	Prévision 2023	Exécution OP au 1^{er} trimestre 2023	Exécution OP au 2^e trimestre 2023	Exécution OP au 1^{er} semestre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières	9 216 590			-	0,00%
Biens et services	39 056 174	2 212 809	702 487	2 915 296	7,46%
Intervention	47 827 446	178 560	389 012	567 572	1,19%
Investissement sur BEC	14 115 174			-	0,00%
Autres Dépenses				-	
Total	110 215 384	2 391 369	1 091 499	3 482 868	3,16%

Annexe 6 : Reste des Ordres de Paiement à régulariser au 1^{er} semestre 2023

	Prévision 2023	Exécution OP au 1^{er} trimestre 2023	Exécution OP au 2^e trimestre 2023	Exécution OP au 1^{er} semestre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières	9 216 590			-	0,00%
Biens et services	39 056 174	1 656 653	1 170 147	2 826 800	7,24%
Intervention	47 827 446	1 034	4 267	5 301	0,01%
Investissement sur BEC	14 115 174			-	0,00%
Autres Dépenses				-	
Total	110 215 384	1 657 687	1 174 414	2 832 101	2,57%